



## **Maison du Livre, 94 boulevard Auguste Blanqui - 75013 Paris**

Le Syndicat général du Livre-Papier de la région parisienne est créé le 1er janvier 1928 par la fusion des syndicats professionnels affiliés à la C.G.T.U.

Syndicat d'industrie, il est domicilié à la Bourse du travail de la rue du Château d'eau dans le 10ème arrondissement de Paris.

Il rassemble les anciens syndicats professionnels : Afficheurs - Brochure reliure cartonnage - Coloris - Fondeurs typos - Impression typo - Journaux - Lithographes - Papeterie - Papier peint - Photogravure - Entretien - Clicheurs - Rotativistes. Les anciens syndicats prennent le titre de sections techniques. Une section Héliogravure sera créée en 1935.

Albert Bourquart est le secrétaire général ; Emile Poëncin lui succédera rapidement. Le premier numéro du bulletin officiel de l'organisation « Le livre-papier unitaire » paraît en avril-mai 1928.

Le 21 novembre 1934 le Comité intersyndical du Livre est constitué par les syndicats des Typographes, des Correcteurs, des Mécaniciens-Linos, des Fondeurs et du Livre-papier. Il représente 10 000 adhérents.

Le 22 novembre 1937, le Syndicat du Livre-papier est transféré à la Maison du Livre (94, boulevard Auguste Blanqui dans le 13ème arrondissement de Paris) après un accord passé avec la Chambre syndicale typographique parisienne prévoyant la construction de deux étages supplémentaires sur le bâtiment actuel (deux nouveaux étages seront ajoutés en 1969).

En août 1937, le bulletin du syndicat change de titre pour s'appeler dorénavant « Le Livre parisien » en même temps que la section du cartonnage est mutée à la Fédération du Papier Carton.

Après la signature d'une convention collective nationale, le 17 septembre 1936, entre la Fédération du Livre et les Maîtres-imprimeurs (celle des journaux le sera le 2 août 1937), une convention collective de travail de l'industrie du Livre de la région parisienne est conclue en novembre. Elle entre en vigueur le 1er février 1937 et règle avec ses annexes techniques les conditions de travail de plus de 30 000 ouvriers et ouvrières de la région.

Même si des conventions avaient été passées dès avant 1936 réglementant les conditions de travail, fixant les normes de production (en dehors de l'imprimerie, peu nombreux étaient les travailleurs régis par des conventions), cette période de luttes représentera une avancée importante dans tous les domaines sociaux.

Le 17 août 1944, la CGT clandestine appelle les ouvriers des journaux à se mettre en grève. Deux jours, donc, avant le déclenchement de l'insurrection populaire les imprimeries de presse sont arrêtées et placées sous la défense des F.F.I. Il est convenu entre le secrétariat général à l'Information, le Syndicat du Livre parisien et La Chambre typographique que les organisations de la CGT auront la responsabilité de la fabrication des journaux dès que la situation permettra de faire sortir la presse résistante de la clandestinité. C'est dans ces circonstances qu'est confirmé à Paris le contrôle syndical de l'embauche.

A la Libération, le premier numéro du « Livre parisien » à paraître est un bulletin spécial édité pour une assemblée convoquée le 7 avril 1945.

Les salaires seront la source de nombreuses luttes et de conflits de 1945 à 1950. Dès le 1er mars 1945 une grève d'une semaine éclate dans le Labeur ; le 25 janvier 1946 à l'incitation de la section des rotativistes de presse, les imprimeurs et les clicheurs se mettent en mouvement... De nombreux succès seront remportés.

Contesté, Basignan démissionne du poste de secrétaire général. Armand Prudhomme est élu à cette fonction en avril 1946.

La scission au niveau confédéral en 1947 sera évitée au plan de la Fédération du Livre et de ses organisations parisiennes. Les adhérents du Syndicat du Livre, consultés par référendum, optent pour le maintien à la CGT par 10 630 voix contre 2104. Une convention collective nationale du Labeur est signée par la F.F.T.L. le 7 avril 1951. L'action en Reliure-brochure permet d'obtenir l'adhésion à cet accord le 18 juin 1953. De 1956 à 1958, les négociations entre les parties concernent presque exclusivement les clauses relatives aux salaires ; une nouvelle convention sera signée le 29 mai pour le Labeur, le 29 juin 1956 pour la Brochure-reliure-dorure.

En Presse parisienne, une convention collective régionale est enfin établie à la date du 31 décembre 1956.

D'importants acquis sont obtenus durant ces années d'après-guerre en matière de protection sociale, droits et formation professionnelle. En 1963, c'est la quatrième semaine de congés payés ; en décembre 1966 après de multiples actions c'est la semaine de repos en hiver pour le Labeur.

En 1967, Roger Bureau est élu secrétaire général.

Les travailleurs du Livre, avec leur syndicat, s'inscrivent pleinement dans les grandes grèves de mai - juin 1968. De fortes augmentations de salaires sont conquises, les abattements de zones sont supprimés, primes et congés sont améliorés....

Les effectifs du syndicat atteignent 23 600 adhérents en octobre 1969.

Dès 1973, le syndicat va concentrer l'essentiel de ses efforts, sans abandonner l'activité revendicative, dans la lutte contre le démantèlement de l'imprimerie française et pour la défense du pluralisme de la presse en s'efforçant de l'élargir au plan national compte tenu des intérêts en jeu : liberté d'expression et d'information, culture, emploi.

En trois années, pour la seule région parisienne, 70 entreprises graphiques ont été fermées, 6 000 licenciements prononcés. La presse quotidienne s'enfonce dans la crise : 206 titres en 1946, 135 en 1954 (80 en 2002) ; elle se conjugue avec la révolution technologique utilisée par le patronat pour casser emplois et statuts.

Luttes avec grèves, manifestations les plus diverses, occupations se multiplient sur le thème de la défense du potentiel industriel, technique et humain : Larousse en 1973, Néogravure en 1974, Hélio Cachan, Chaix (sept années d'occupation), Chauffour (ré ouvert après 29 mois d'occupation), Victor Michel (qui redémarrera après le transfert par le syndicat et les

travailleurs de la profession de ses moyens matériels à Lieusaint et chez Chêne-Cazèles à Arcueil occupée depuis plusieurs mois), Lang , Del Duca (maintenue en activité par son personnel et le syndicat devenus propriétaires de l'entreprise en même temps que les initiatives les plus spectaculaires sont conduites pour obtenir une table ronde sur l'avenir de l'industrie graphique nationale), Montsouris, Didier (où il faudra affronter au prix de plusieurs blessés les mercenaires armés recrutés par le patron)... et, en Presse, le conflit historique du « Parisien libéré » avec ses vingt-neuf mois de lutte victorieuse de mars 1975 à août 1977, ceux avec les groupes Hersant, Hachette, les NMPP, les patrons Ayache, Berthez...

Parallèlement, le syndicat traduit ses sentiments de solidarité par des initiatives concrètes interprofessionnelles en France (soutien humain, matériel et financier dans de nombreuses luttes syndicales) et internationales avec les organisations syndicales vietnamiennes, cubaines, sahraouis, tunisiennes. Il est en contact étroit avec les syndicats graphiques européens, japonais, canadiens et des Etats-Unis.

Il s'implique fortement dans les questions de formation professionnelle en créant deux écoles : l' A.F.P.P.I. avec les Photograpeurs et les Rotativistes, l'A.F.I.G. avec le secteur Labeur ; qui fusionneront pour constituer Médiagraf ; avec ses représentants, il joue un rôle important dans nombre d'organismes paritaires, notamment la Mutuelle de la Presse, la CARPILIG, le groupe Bellini, la C.C.I.M....

En 1979, faute de pouvoir s'accorder sur le nom d'un successeur pour le départ en retraite de Roger Bureau, la Direction du syndicat élit un secrétariat général à deux têtes : Claude Foliot pour le Labeur et Roger Lancry pour la Presse.

Ces dernières années sont marquées par le développement de l'activité revendicative : pouvoir d'achat, réduction du temps de travail sans perte de salaire, départ anticipé de la vie professionnelle avec remplacement, amélioration de la protection sociale et des droits à la formation, positionnement professionnel. De nombreux accords positifs sont conquis.

Simultanément, le syndicat s'engage activement dans la recherche de la cohésion et de l'unité syndicales. Il revient à la notion d'un secrétaire général en élisant Daniel Légerot en janvier 1994, déjà secrétaire général du Comité intersyndical du Livre parisien depuis septembre 1993 à l'issue d'une crise interne.

A son congrès de décembre 1997, il se transforme en S.G.L.C.E. (Syndicat général du Livre et de la Communication écrite de la région parisienne) pour afficher sa volonté de constituer avec les autres syndicats parisiens une organisation unitaire intervenant sur l'ensemble du secteur.

Marc Norguez devient secrétaire général en septembre 2000. Le XIIIème Congrès du syndicat accueillera les adhérents du Syndicat national des Employés de la Presse et du Livre élargissant ainsi son champ syndical et lui ouvrant une place dans la structure.

Le Congrès suivant modifiera profondément les statuts de l'organisation en créant notamment les sections d'entreprise comme structures de base et en mettant en places trois secteurs. Déjà en opposition depuis plusieurs années, la section des rotativistes fera scission pour créer son propre Syndicat des imprimeries parisiennes. Un Congrès extraordinaire prendra acte avec amertume de cette situation, refusera de la considérer comme définitive et s'engagera à rechercher la voie de l'unité retrouvée.